



Tom Kloet, chef de la direction,  
Groupe TMX

Le Canadian Club de Toronto  
Le 7 décembre 2009

**\* SEULE L'ALLOCUTION PRONONCÉE FAIT FOI \***

Merci.

Et merci au *Canadian Club* de m'avoir invité à me joindre à vous aujourd'hui! Depuis plus d'un siècle, le *Canadian Club* offre une tribune au discours public. Voilà une longue – et riche – histoire.

Lorsque ce *Club* a été fondé à Hamilton en 1892, John Thompson était premier ministre et Grover Cleveland occupait la Maison Blanche. Charles A. Wheeler brevetait le premier escalier mécanique et un homme du nom de Washington Sheffield s'est gagné une place mémorable dans plus d'une querelle de couples en inventant le tube dentifrice.

Mais le plus important événement à s'être produit en 1892 – exception faite de la création du *Canadian Club*, bien entendu – fut la décision de Lord Stanley de Preston de décerner un trophée à la meilleure équipe de hockey amateur du Canada. La Coupe Stanley venait de voir le jour. Et une passion nationale venait de naître dans une coupe en argent sculptée.

En tant que quasi nouvel arrivant au Canada, s'il y a une chose que j'ai apprise au cours de mes 18 mois ici, c'est à quel point les Canadiens sont passionnés par le hockey!

Au fil des ans, votre organisation a été un lieu de rencontre où les tendances de l'histoire pouvaient s'entremêler. Peu importe l'enjeu, peu importe la cause, si cela était important, on en discutait au *Canadian Club*.

Il est donc sans doute approprié que j'aborde aujourd'hui, devant le *Canadian Club*, une question qui fasse en sorte que cette heure soit celle du Canada. Qu'elle ait trait aux occasions qui se présentent à nous. Et pourquoi chacun d'entre nous devrait y jouer un rôle.

Laissez-moi débiter en passant quelques instants sur le parcours du Groupe TMX au cours des dernières années.

Comme vous le savez, les Bourses du Canada étaient auparavant détenues sur une base mutualiste par les contrepartistes et les maisons de courtage. Puis, en 2000, on a décidé de confier la direction de la Bourse à une entreprise neutre et autonome – un processus appelée la « démutualisation ». Depuis, nous avons évolué pour devenir le Groupe TMX, exploitant un portefeuille complet d'actifs afin d'offrir des services de négociation, de données et dans plusieurs cas, de compensation pour des actions, des produits à revenu fixe, des dérivés et des titres de l'énergie.

Aujourd'hui, Groupe TMX est en quelque sorte une entreprise unique, au cœur des marchés de capitaux canadiens. D'une part, nous sommes une société traditionnelle qui a la responsabilité d'augmenter la valeur des actionnaires. Mais, nous sommes aussi une société avec un mandat d'intérêt public dotée de l'infrastructure nécessaire pour accueillir les activités des marchés de capitaux.

Et ces deux rôles sont complémentaires. Pour bien servir nos *actionnaires*, nous devons bien desservir nos *clients* – des clients qui comprennent nos intermédiaires et les utilisateurs finaux de nos services ainsi que nos quelques 4 000 émetteurs inscrits. Et nos *clients, ainsi que leurs investisseurs*, sont mieux servis par la neutralité que nous apportons en tant que société indépendante. En fait, c'est cette indépendance qui nous permet – ainsi qu'aux marchés ouverts du Canada – d'avoir du succès.

Nous prenons très au sérieux cette responsabilité à l'égard de l'intérêt public. Tout comme vous, nous savons qu'un marché des capitaux dynamique procure l'étincelle qui stimule la prospérité de notre pays.

En fait, depuis des centaines d'années, les Bourses ont agi à titre de catalyseurs des capitaux. En favorisant les placements. En permettant même aux plus petits investisseurs de participer aux bénéfices des grandes sociétés. Et en faisant en sorte que les sociétés puissent lever des fonds – pour bâtir ou accroître leurs activités - ce qui a permis de solidifier les bilans et de financer l'innovation.

Sans une place de marché centralisée et transparente pour lever des fonds, les sociétés canadiennes seraient contraintes de s'endetter davantage et de payer plus cher le capital dont elles ont besoin. Elles auraient peut-être même à se replier sur un plus petit bassin de capitaux.

Parallèlement, les Canadiens auraient beaucoup moins d'occasions de placer leurs économies, de tirer avantage de la croissance économique et de bâtir leur avenir.

Maintenant, je sais que pour plusieurs les Bourses peuvent être confondantes avec leur jargon technique et leurs instruments complexes -. Mais le rôle de base des Bourses est simple – agir comme une place de marché centrale, réunissant les idées et les ressources, et rapprochant les inventeurs des occasions d'affaires. En ce sens, les Bourses constituent une composante cruciale d'une économie nationale.

C'est la raison pour laquelle nous adhérons aux plus hauts standards d'intégrité et de transparence – et que nous nous attendons à ce que les sociétés inscrites à nos Bourses fassent de même.

En tant qu'important contributeur à l'économie nationale, nous sommes fiers du rôle que nous jouons et du succès que nous avons eu. Quelques statistiques rapides :

Aujourd'hui, les marchés des actions de TMX occupent le premier rang au monde pour le nombre d'inscriptions de sociétés minières et du secteur de l'énergie et nous occupons le deuxième rang pour ce qui est du nombre *global* de sociétés inscrites. Nous sommes deuxièmes au monde pour le nombre de sociétés technologiques inscrites et un chef de file dans le secteur émergent des technologies propres.

Nous sommes particulièrement fiers de notre performance au cours de la récente crise économique. Alors que les marchés du crédit devenaient dysfonctionnels, que les capitaux propres se faisaient rares et que certaines institutions financières mondiales venaient « passer le chapeau » chez les gouvernements, nos Bourses et nos chambres de compensation sont demeurées ouvertes, ont fait des affaires et ont apporté une certaine stabilité en des temps de turbulence.

En fait, non seulement avons-nous poursuivi nos activités; mais nous avons atteint des volumes sans précédent! Et cette année jusqu'à maintenant, la Bourse de Toronto a atteint un record de financements annuels totaux, ces derniers se chiffrant à plus de 56 milliards \$ à la fin de novembre, surpassant le record précédent établi pour l'ensemble de l'année 2007.

Ce sont 56 milliards \$ de nouveaux capitaux – de l'argent que les sociétés utilisent pour lancer de nouveaux produits, embaucher de nouveaux employés et dynamiser la reprise économique. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les Canadiens. Et c'est un vote de confiance éloquent envers les marchés que nous exploitons.

Si je mentionne tout ceci, ce n'est pas pour claironner notre succès, mais plutôt pour souligner ce que plusieurs Canadiens ne réalisent pas – que les marchés canadiens sont des joueurs importants du monde de la finance internationale. Qu'ils inspirent confiance. Et respect.

Et ce qui est vrai pour les marchés canadiens est également vrai pour le Canada dans son ensemble.

Comme je l'ai mentionné, j'habite au Canada de façon permanente depuis environ 18 mois et je suis très impressionné par ce que ce pays a à offrir, par les actifs qu'il possède et par l'histoire qu'il a à raconter. Et même si j'ai travaillé aux États-Unis et à Singapour, je n'ai jamais été témoin du type de potentiel qu'il y a ici. Par exemple :

Lorsque le système financier mondial s'est effondré, le système financier du Canada s'en est sorti relativement indemne. Il n'est donc pas surprenant que, pour une deuxième année consécutive, le Forum Économique Mondial ait déclaré que le Canada est le pays dont le système financier est le plus sécuritaire et le plus sain au monde. Non pas la Suisse. Le Canada.

Mais de façon encore plus importante, lorsqu'on se penche sur ce qui sera nécessaire pour avoir du succès à l'avenir – que ce soit des infrastructures exceptionnelles, une population active éduquée, un secteur financier solide ou des ressources naturelles et l'expertise nécessaire pour les exploiter – on réalise que le Canada possède tout cela. Le Canada a tout ce que le monde recherche.

Juste ici à Toronto, nous avons l'un des principaux centres financiers du monde. Selon l'indice *Global Financial Centre* le plus récent, nous occupons le 12<sup>e</sup> rang sur la scène mondiale. Je suis d'accord avec la *Toronto Financial Services Alliance* que nous devrions viser à devenir l'une des deux plus importantes plaques tournantes financières d'Amérique du Nord – et l'une des 10 plus importantes au monde – d'ici cinq ans.

Dans une étude récente, le *Boston Consulting Group* établit clairement que l'environnement actuel est particulièrement propice. Le rapport affirme, et je cite : « La crise financière mondiale a temporairement mis le Canada et Toronto sous les projecteurs. Cette attention s'atténuera certainement si l'occasion n'est pas résolument saisie ». Fin de la citation.

Ils ont raison. Je crois que le Canada *bénéficie* d'une occasion réellement unique – non seulement de devenir l'un des principaux centres financiers, mais également de se développer en une économie concurrentielle de classe mondiale. En fait, transformer la récente crise en un avantage concurrentiel durable. Comment y arriver?

Permettez-moi de suggérer trois points sur lesquels se concentrer.

Premièrement, nous devons mieux promouvoir tout ce qui fait du Canada un pays exceptionnel. Vous aurez remarqué que j'ai bien dit que « nous » devons faire mieux. Pas celui qui se trouve à nos côtés. Pas Ottawa. Pas Queen's Park. *Nous* devons faire mieux.

Je crois que trop d'entre nous se voient comme des bâtisseurs d'entreprises plutôt que comme des ambassadeurs de ce pays. Mais à une époque où les autres nations se mettent en marché de manière dynamique, où il est possible de démarrer une entreprise presque n'importe où grâce à la mondialisation, les deux doivent aller de pair. Car même la meilleure des histoires et la plus convaincante des études de cas sont de peu de valeur si personne n'est là pour l'entendre.

Si je suis ici aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour nous réjouir, mais aussi pour nous mettre au défi. Pour inciter chacun d'entre nous à faire sa part, à mettre l'épaule à la roue, à mettre notre argent à l'œuvre et à promouvoir le Canada et nos marchés comme jamais auparavant.

C'est ce que nous faisons au Groupe TMX depuis quelques années déjà. Nous avons raconté notre histoire et parlé des forces du Canada partout dans le monde – en Australie, au Chili, au Pérou, en Chine, en Afrique, au Royaume-Uni, en Russie, en Israël et aux États-Unis.

Nous estimons que plus de la moitié de nos volumes négociés proviennent désormais de l'extérieur du Canada. Nous sommes les hôtes de 260 émetteurs internationaux – et nous sommes enthousiastes face au portefeuille d'émetteurs potentiels que nous sommes en train de développer, grâce à nos efforts de développement à l'étranger.

Pour chacun d'entre nous, les prochains mois représentent une occasion incroyable de promouvoir le Canada, alors que nous serons l'hôte du G-8, du G-20 et des Jeux olympiques. Considérant nos forces et notre crédibilité aux yeux du monde aujourd'hui, notre auditoire n'aura jamais été aussi réceptif.

Voilà donc la première façon de développer le potentiel du Canada – être véritablement présent et le promouvoir.

Deuxièmement, et en lien avec le point précédent, nous devons voir le monde comme notre marché. L'époque où nous concurrencions le voisin d'en face pour s'approprier le client d'à côté est révolue. Dans le monde d'aujourd'hui, tant nos concurrents que nos clients sont partout sur la planète.

Comme Thomas Friedman l'a dit un jour, le monde est plat, aplani par les technologies de l'information et des communications qui ont éliminé les distances, réduit les coûts de transaction et modifié la façon dont les entreprises gèrent leurs chaînes d'approvisionnement. Il faut créer de nouvelles occasions stimulantes pour nos entreprises, petites et grandes, afin qu'elles servent mieux leurs clients, d'ici et d'ailleurs.

Dans un tel environnement, le prérequis essentiel au succès est d'avoir une perspective véritablement mondiale. Cela implique de se mesurer aux meilleurs. De concurrencer les meilleurs. De devenir les meilleurs. Pour nous tous, cela représente une nouvelle opportunité.

Au Groupe TMX, par exemple, nous sommes en concurrence pour attirer de nouvelles inscriptions, non seulement avec la *New York Stock Exchange* et NASDAQ, mais aussi avec les Bourses de partout au monde – de Londres à Sydney en passant par Singapour. Nous voyons les meilleures sociétés au monde comme des émetteurs potentiels inscrits chez nous – et chaque investisseur mondial comme un investisseur pouvant potentiellement investir au Canada. L'objectif ne devrait donc pas être de fragmenter notre propre marché, mais plutôt d'accéder à une plus grande part du marché mondial.

Cela signifie en partie d'éliminer les obstacles au commerce international. D'abord entre le Canada et les États-Unis, et ensuite entre les autres territoires.

À une époque où la technologie permet le transfert virtuel d'information financière de façon instantanée, cela n'a tout simplement pas de sens qu'un Américain ne puisse pas acquérir directement des actions sur les Bourses canadiennes. Il est grand temps que nous instaurions le libre échange des valeurs mobilières, à l'image du libre échange des biens – et cela commence par la reconnaissance mutuelle de nos systèmes réglementaires. Nous sommes prêts à offrir notre aide au gouvernement et aux autres autorités compétentes à cette fin.

Troisièmement et comme dernier point, nous devons nous assurer que lorsque nous aurons capté l'attention de la planète, nous aurons un environnement de calibre mondial dans lequel les investisseurs de partout pourront effectuer des placements.

Cela implique de mettre au point un environnement d'affaires approprié – des politiques fiscales au système réglementaire en passant par des normes de responsabilité corporative adéquates.

Je suis convaincu que nous avons tous nos propres idées à ce sujet, des idées qui s'appuient sur notre expérience personnelle et le secteur dans lequel nous œuvrons. Laissez-moi vous proposer quelques idées à partir de notre propre point de vue, au Groupe TMX.

Vous le savez, les petites et moyennes entreprises constituent le poumon de l'économie canadienne. Ces entreprises sont celles qui créent le plus grand nombre d'emplois. Elles sont des incubateurs d'innovation. Il est donc primordial que nous mettions en place les bons incitatifs financiers afin de les appuyer.

Actuellement, les petites sociétés fermées canadiennes ont accès à plusieurs incitatifs importants, dont un crédit d'impôt remboursable amélioré en vertu du crédit d'impôt pour l'investissement dans la recherche scientifique et le développement expérimental. Dès que ces sociétés deviennent cotées en Bourse, cependant, elles ne se qualifient plus pour la portion majorée du crédit et ce crédit n'est plus remboursable.

Ces règles peuvent avoir été valables lorsqu'elles ont été introduites il y a de cela des années – à une époque où être une société ouverte signifiait être une banque ou une grande compagnie d'assurance. Mais de nos jours, des milliers de sociétés en démarrage tentent de lever des fonds sur les marchés publics.

Nous ne devrions pas les décourager d'avoir recours aux marchés de capitaux lorsqu'elles en ont le plus besoin, les obligeant à se tourner vers un financement bancaire plus onéreux alors qu'elles n'en ont pas les moyens. Ce n'est pas la bonne stratégie pour permettre l'éclosion du prochain RIM ou Bombardier. Ou pour propulser un secteur des énergies propres qui fait de plus en plus d'envieux à travers le monde – un secteur qui a déjà levé 1 milliard \$ de financements dans nos marchés.

Plus près de chez nous, nous avons été témoins au cours des deux dernières années de l'émergence de systèmes de négociation parallèle qui concurrencent directement les Bourses traditionnelles. Nous sommes d'accord avec la concurrence. Particulièrement, si celle-ci mène à l'innovation, diminue les coûts et favorise le développement de marchés.

Malheureusement, en l'espèce, la concurrence s'est développée sur le dos d'une piètre réglementation. L'une des conséquences? C'est que bien que nous ayons diminué nos frais pratiquement tous les ans depuis notre premier appel public à l'épargne, les coûts qu'assument nos organisations participantes ont récemment augmenté.

Pourquoi? L'une des principales raisons est que lorsqu'un système de négociation parallèle est opérationnel, les politiques réglementaires obligent les maisons de courtage à encourir des coûts importants afin de se raccorder à ce système de négociation – peu importe si les activités de négociation de ce système sont importantes ou non. Ceci engendre des coûts, mais ne crée aucun avantage public.

Au-delà des objections plus techniques réside cependant un enjeu plus fondamental. La prémisse sous-jacente à la démutualisation à laquelle j'ai fait référence plus tôt était simple : offrir aux marchés de capitaux une Bourse indépendante, libre des conflits d'intérêts potentiels pouvant découler de la possession de la Bourse par les contrepartites et les maisons de courtage.

S'il y a une chose que la récente crise financière nous a apprise, c'est que les règles de transparence des Bourses publiques, leur rôle de protection des investisseurs et leur neutralité absolue font que ces Bourses constituent un modèle supérieur.

Aujourd'hui cependant, nous risquons de nous éloigner de ce modèle et de retourner à l'époque où les Bourses et les espaces de négociation étaient la propriété de certains participants aux intérêts divergents et ayant la capacité de se concerter.

Si nous n'y prenons garde, la tendance actuelle peut restreindre le développement que nécessitent nos marchés et renforcer la perception des investisseurs mondiaux que nos marchés sont fermés aux nouveaux participants. Nous ne pouvons nous permettre un tel état des choses si nos marchés de capitaux doivent entrer en concurrence pour attirer des placements internationaux cruciaux et continuer à être les moteurs de notre prospérité économique.

Il est temps pour les diverses autorités réglementaires du Canada d'agir rapidement et de modifier les règles qui régissent les systèmes de négociation parallèle afin de s'assurer que nos marchés sont ouverts aux affaires, régis équitablement et libres de conflits d'intérêt inhérents.

Ce ne sont là que quelques-uns des enjeux auxquels sont confrontés les marchés de capitaux du Canada. Des enjeux qui, croyons-nous, méritent plus de réflexion et devraient être débattus plus amplement. Afin d'encourager le dialogue, nous avons formé un partenariat avec le *Capital Markets Institute* de la *Rotman School of Management*. Cet institut jouit d'une réputation remarquable pour son habileté à réunir le monde académique et le monde des affaires pour trouver des solutions qui améliorent la compétitivité du Canada.

En collaboration avec le *Capital Market Institute*, nous pousserons notre analyse plus loin – nous nous pencherons sur les politiques réglementaires, les incitatifs pour les petites entreprises, les directives en matière de propriété et la libre circulation du capital de part et d'autre des frontières. Et, à compter du premier trimestre de 2010, nous offrirons aux parties prenantes, telles que vous, l'occasion de faire entendre leur point de vue avant que nous présentions nos idées.

Voici quelques considérations sur comment transformer ce moment unique d'opportunités et en faire l'heure de gloire du Canada. En faisant dynamiquement la promotion du Canada. En faisant des affaires mondialement. Et en créant un environnement qui mette de l'avant de façon convaincante les avantages du Canada.

Je suis confiant que le Canada peut saisir l'occasion qui se présente. Mais pour cela, nous devons agir. Chacun d'entre nous.

Parce que si cette occasion est impressionnante, elle est également éphémère.

Vous le savez, il est possible en affaires d'agir trop tard. De rater des occasions que d'autres saisissent parce qu'ils sont mieux préparés à réaliser les efforts nécessaires pour avoir du succès – ou qu'ils ont eu une plus grande volonté de le faire.

Ne laissons pas un tel scénario se matérialiser. Pas avec une telle occasion.

Nous avons beaucoup à gagner et aucun temps à perdre.

Relevons-nous les manches et allons-y.